

REPORTAGE

Premier producteur mondial d'uranium, en même temps que champion de la non-prolifération, l'ex-république soviétique veut étendre son influence dans la région

Le Kazakhstan se rêve en géant du nucléaire



ASTANA
De notre envoyé spécial

Nuit noire à Astana. Un vent glacial balaye les avenues enneigées de la capitale du Kazakhstan. Attablé dans un restaurant du centre-ville, Vladimir Sergueïevitch Chkolnik, 61 ans, PDG de Kazatomprom, rêve d'un monde meilleur où «un plus grand nombre de décideurs se préoccuperaient de l'avenir à long terme». Depuis l'indépendance du pays en 1991, ce Russe, docteur en physique et en mathématique de la Faculté de Moscou, collectionne les postes de responsabilité dans l'orbite du président Noursoultan Nazarbaïev. «Cela fait quarante ans que je suis dans le business de l'énergie», souligne le président de l'opérateur national chargé de la production et de l'exportation d'uranium, en allumant une cigarette. «C'est un monde impitoyable où quelques grandes entreprises se livrent à une compétition féroce. Ce dont nous avons besoin, c'est un minimum de transparence et d'honnêteté.»

Un monde impitoyable et, parfois, imprévisible. Moukhtar Dzakichev, son prédécesseur à la tête de Kazatomprom pendant plus de dix ans, arrêté en mai 2009 pour détournement de fonds et corruption, croupit depuis dans une prison d'Astana et a été condamné, le 12 mars 2010, à quatorze ans de détention. Une sombre affaire de lutte de clans et d'intérêts commerciaux qui aurait bénéficié à Rosatom, la compagnie nucléaire russe. Nouvel eldorado des steppes, riche en pétrole et en gaz, l'ancienne république soviétique aspire à devenir un acteur majeur de la «renaissance» nucléaire mondiale, propulsée par une demande d'énergie en croissance exponentielle.

Détenteur des deuxièmes plus importantes réserves mondiales d'uranium, le Kazakhstan prévoit de construire une première centrale nucléaire d'ici à 2016. À terme, une vingtaine de centrales nucléaires de faible capacité pourraient voir le jour pour alimenter en électricité les petites villes du pays. Lentement mais sûrement, Kazatomprom augmente sa production et ses exportations, tout en diversifiant ses partenariats. La Russie reste un partenaire clé mais des accords ont été conclus avec le Canada, la France, la Chine et le Japon. À l'exception de l'enrichissement et du recyclage du combustible usé, le Kazakhstan veut maîtriser toutes les étapes de la production de combustible nucléaire. «C'est un problème mondial, une entreprise de civilisation universelle», insiste Vladimir Chkolnik. «Personne ne pourra empêcher les Chinois et les Indiens de consommer plus d'électricité. Les gens ont besoin d'une énergie sûre et à bon marché. Près de 500 centrales nucléaires devraient être construites dans le monde d'ici à 2030, le double de ce qui existe aujourd'hui. Les risques vont donc augmenter mais il n'y a pas d'alternative. Nous devons trouver le moyen d'y répondre en améliorant la sécurité de toute la chaîne.»

L'ancien ingénieur physicien du complexe nucléaire soviétique de Mangyçhlak, sur le bord de la mer Caspienne, sait de quoi il parle. Si le Kazakhstan avait décidé de garder les armes nucléaires présentes sur son territoire après l'effondrement de l'URSS, il serait devenu la quatrième puissance nucléaire du monde. En 1991, le pays héritait d'un arsenal nucléaire impressionnant: 1 410 têtes nucléaires, un des plus vastes sites d'essais nucléaires du monde, 104 missiles balistiques intercontinentaux SS-18, 40 bombardiers stratégiques Tupolev-95... Traumatisée par les séquelles



Dans une mine d'uranium de la société Kazatomprom, dans le sud du Kazakhstan. Le pays détient les deuxièmes réserves mondiales du minerai.

REPÈRES

Le président Nazarbaïev envisage son retrait

► **Noursoultan Nazarbaïev, 70 ans**, le président du Kazakhstan est au pouvoir depuis 1989. Alors que son mandat s'achève en 2012, il a indiqué hier qu'une élection présidentielle anticipée serait organisée, sans préciser la date.



ATTA KENARE/AFP

► Ces dernières semaines, de grandes manœuvres politiques visaient à lui permettre de rester au moins jusqu'au 2020. Le Parlement kazakh avait approuvé mi-janvier une initiative signée par cinq millions de citoyens proposant d'annuler les présidentielles de 2012 et 2017. Mais le Conseil constitutionnel, saisi par le président, s'est opposé à la tenue d'un plébiscite qui aurait entériné ce scénario.

humaines et environnementales des 456 tests nucléaires (dont 116 à ciel ouvert) réalisés à Semipalatinsk entre 1949 et 1989, la jeune république a très vite renoncé à la bombe, transféré l'ensemble de ses têtes nucléaires en Russie et démantelé le site de Semipalatinsk. Fort de cette crédibilité dans le désarmement, le Kazakhstan entend jouer les premiers rôles dans le développement pacifique de l'énergie nucléaire: acteur commercial sur ce marché mondial et acteur politique sur la question de la non-prolifération. «Des moyens supplémentaires devront être mobilisés pour que cette ambition n'ait pas de conséquences négatives en matière de prolifération, d'environnement et de santé publique», estime Togzhan Kassenova, chercheuse au Center for International Trade and Security à Washington.

Sans nier les risques liés au stockage du combustible usé et des déchets radioactifs ainsi qu'à l'éventuel usage militaire de l'uranium exporté, Vladimir Chkolnik met en avant le «projet pilote» récemment lancé pour mettre en place «un système national de comptabilité et de contrôle de l'uranium dès la phase d'extraction», un «modèle susceptible d'être suivi par l'ensemble des pays producteurs». Signataire du protocole additionnel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et d'un traité établissant une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale, le Kazakhstan se veut toujours à la pointe du combat contre la prolifération. D'ici à 2013, le pays devrait accueillir sur son territoire une banque internationale de combustible nucléaire sous les auspices de l'AIEA. Le projet vise à constituer une réserve d'uranium faiblement enrichi pour utilisation à des fins pacifiques par les États membres de l'Agence.

Porté par la richesse de son sous-sol et sa position stratégique au cœur de l'Asie cen-

trale, le Kazakhstan rêve d'un nouveau rôle. À peine achevée la présidence tournante de l'OSCE et l'organisation d'un sommet à Astana, le pays poursuit son opération de charme en accueillant les Jeux asiatiques d'hiver, du 30 janvier au 6 février. Le Kazakhstan préside cette année l'Organisation de la conférence islamique (OCI). «Nous avons prouvé que le Kazakhstan n'est pas seulement un pays producteur de pétrole ou d'uranium», explique Roman Vassilenko, diplomate et porte-parole éloquent d'une politique étrangère «eurasiatique» et «multivectorielle». Pour contrebalancer l'influence des deux puissances voisines – la Russie et la Chine –, le Kazakhstan joue les équilibristes entre l'Asie, l'Europe et les États-Unis et s'active dans les organisations multilatérales régionales.

Sévèrement bousculés par la crise financière de 2008, ses dirigeants mettent aujourd'hui l'accent sur la «diversification» de l'économie et les transferts de technologie afin de réduire la dépendance aux hydrocarbures. Derrière Noursoultan Nazarbaïev, l'autocrate au pouvoir depuis plus de vingt ans, une nouvelle élite, souvent formée à l'étranger grâce au programme de bourses Bolachak, rêve de tirer le pays et l'ensemble de la région vers les standards internationaux. «Nous suivons un modèle de développement en rapport avec notre environnement géopolitique», affirme Erlan Karin, 33 ans, secrétaire du parti au pouvoir. «Depuis l'indépendance, la priorité a clairement été donnée au développement socio-économique: l'économie d'abord, la politique ensuite. Aujourd'hui, nous voulons conserver cette approche en privilégiant les changements qualitatifs. Pour développer notre capital humain, tous les efforts doivent porter sur l'éducation et la vie des citoyens.»

FRANÇOIS D'ALANÇON